Pour Christophe Boutin, les partis gagnants des municipales, c'est un peu EELV mais surtout le RN

écrit par Christine Tasin | 2 juillet 2020

.

Intéressante et encourageante analyse…

Municipales : cette nouvelle guerre des France qui s'annonce avec la vraie/fausse vague verte

Peut-on réellement parler de « vague verte » après le résultat du second tour des élections municipales ? Que révèle la vision politique écologique sur les écarts d'opinion qui persistent au sein de la société française ?

Atlantico.fr : *La fameuse « Vague Verte » des municipales citée dans de nombreux médias après la victoire des candidats EELV dans plusieurs grandes villes françaises en est-elle réellement une ?*

Christophe Boutin : Il semble difficile de parler de « vague verte » de manière aussi générale au regard du résultat du second tour des élections municipales de 2020. Un nombre important de paramètres ont en effet joué un rôle sur ce résultat, et il est bien difficile à l'observateur politique de s'en servir pour tirer de telles conclusions.

Le premier élément à prendre en compte et bien évidemment le décalage particulier entre les deux tours de scrutin, puisqu'au lieu de la semaine qui existe habituellement, en raison de la crise du Covid-19, le premier tour eut lieu le 15 mars et le second le 28 juin, soit donc un décalage de trois mois, et de trois mois pendant lesquels, en sus, la vie des Français a été profondément bouleversée par la crise sanitaire.

Dès le premier tour d'ailleurs les choses étaient mal engagées sur le plan démocratique : 45% des électeurs seulement s'étaient rendus aux urnes, une abstention qui n'était sans doute pas due alors uniquement au désintérêt des citoyens pour la chose publique, mais aussi à la crainte de la propagation de ce virus dont ont commençait à beaucoup parler – même si Emmanuel Macron et son gouvernement avaient déclaré que l'on ne courait aucun risque en allant voter. Si l'on ajoute à cela ce second tour placé trois mois après, et bien que les juges français, et notamment le Conseil constitutionnel, aient toléré un tel report, il est permis de se poser la question de ce que l'on nomme la « sincérité du scrutin ».

Deuxième élément, on n'avait pas parlé de « vague verte » après les résultats du premier tour – il est vrai qu'ont été élus alors les conseils municipaux de petites communes, dans lesquelles un certain apolitisme prévaut souvent –, et cette vague ne concerne donc qu'un vote portant sur 4.816 communes, quand nous en avons un peu moins de 35.000, soit

13%. Il s'agissait certes des plus peuplées dira-t-on, mais il n'en reste pas moins que l'on a appelé dimanche aux urnes 16 millions d'électeurs sur 48 millions, soit seulement 1/3 du corps électoral français… et que seul 41,6% de ce tiers s'est finalement déplacé, soit… 14% des électeurs inscrits.

.

La « vague verte » n'aurait-elle été portée alors que par des listes ayant obtenu 50% de cet électorat résiduel ? Même pas. D'une part, parce que EELV est souvent parvenu au pouvoir dans le cadre de triangulaires, en ayant généralement un peu plus de 40% des suffrages exprimés, soit un peu plus de… 7% des électeurs inscrits. On mesure ici la force de l'enthousiasme populaire : on est loin du tsunami devant lequel certains commentateurs se pâment et à l'aune duquel ils entendent voir la France entière réévaluer sa politique. D'autre part, parce que si, sur les 236 communes de plus de 30.000 habitants, EELV en aurait 10, LR en a toujours 77, ou le PS 42. En fait, en 2020, on constate que la droite dans son ensemble (RN, DVD et LR) progresse en nombre de villes de plus de 30.000 habitants et, sans même tenir compte du centre, en contrôle plus de la moitié, tandis que la gauche (DVG, PS, PC, EELV) continue elle de baisser, comme le centre.

.

Alors, bien sûr, il faut tenir compte de l'évolution entre le dernier scrutin et celui-ci pour saisir les dynamiques, et EELV passe bien de 2 villes à 10, multipliant son score par 5, quand LR perd le quart des siennes, passant de 102 à 77, et le PS 1/5, de 51 à 42. **Mais ce qui est intéressant est que cette perte concerne aussi d'autres partis « de l'ancien monde », les centristes (de 29 à 23) et une extrême gauche en fait ici largement communiste (de 25 à 18), tandis que la progression est le fait non seulement d'EELV,**

on l’a vu, mais aussi du RN (qui passe de 1 à 4), des divers droite (de 18 à 43) et des divers gauche (de 8 à 16).

.

De cela on peut tirer deux choses. Premièrement, même avec une élection pourtant traditionnellement favorable aux sortants, les « partis de gouvernement » d’avant 2017 continuent leur descente aux enfers. Il est vrai que les trajectoires de certaines listes, avec des alliances qui ont pu surprendre les électeurs, n’ont sans doute pas amélioré les choses, mais on retrouve là une trace nette de ce « dégagisme » qui court la vie politique française depuis des années. Deuxièmement, progressent au contraire dans de fortes proportions (x5 et x4) les deux partis « de rupture » que sont le RN, qui n’a jamais été que dans l’opposition, et EELV, car si les écologistes ont effectivement pu être déjà associé aux affaires, ils l’ont toujours été de manière marginale et ont depuis radicalisé leur discours. Quant aux « divers », qui progressent eux-aussi de manière spectaculaire (x3 pour les DVG, x2 pour les DVD), ils peuvent être parfois les « faux-nez » de ceux qui ne veulent plus assumer une appartenance qui les plomberait, mais ils relèvent aussi de plus en plus souvent de la volonté de faire de la politique « autrement », en se recentrant sur les intérêts spécifiques de la commune concernée.

Dans ces conditions, il semble bien délicat de se focaliser sur la « vague verte », quelques victoires dans des villes importantes ne devant pas être l’arbre qui cache la forêt, et plus encore de se servir de cette supposée « vague » pour évoquer un changement majoritaire des mentalités qui justifierait de repenser à cette aune notre politique.

Que révèle cette vision politique écologique sur les écarts d'opinion qui subsistent au sein de la société française ?

La première chose à rappeler est la différence existant entre la vision politique écologique en général d'une part, au sens de prise en compte par les Français et les partis politiques d'un certain nombre de questions environnementales, et la vision politique d'EELV d'autre part, et ce pour deux raisons : parce que l'approche des réponses n'est pas nécessairement la même d'abord, parce que la question environnementale ne résume pas la politique d'EELV ensuite.

.

Au vu des ravages causés à leur environnement par la doxa progressiste – production intensive, subventions aberrantes, spécialisation des productions, internationalisation, pollutions et destructions multiples -, nul ne niera en effet qu'existe chez nos contemporains une volonté de reprendre en main leur « destin environnemental » de la même manière qu'ils souhaitent reprendre en main leur destin politique. Mais les solutions qu'ils attendent, souvent très conservatrices, demandant un retour à un mode de vie plus traditionnel sans pour autant négliger les apports technologiques, n'ont parfois que bien peu de rapport avec les diktats de l'écologie politique qui rêve de lendemains qui chantent et entend les imposer par une approche punitive que symbolise le doux visage de Greta Thunberg.

.

Par ailleurs, dans le programme de cette écologie politique

qui a depuis des décennies fait une OPA sur la notion de protection de l'environnement, et estime qu'elle est seule légitime à pouvoir s'exprimer sur le sujet, on trouve bien autres problématiques. On connaît le surnom donné à ces écologistes par leurs opposants, celui de « pastèques », considérant qu'ils seraient politiquement « verts » à l'extérieur mais « rouges » à l'intérieur. S'il s'agit de dire que les partis de l'écologie politique avanceraient masqués derrière la bannière de la protection de l'environnement pour faire en fait porter les thèses de la gauche la plus radicale, cela doit être nuancé, car ils ne se cachent souvent nullement de leurs sympathies pour thèses « sociétales » de l'extrême gauche. Nous sommes bien souvent ici devant des discours qui retrouvent nombre de thématiques des utopies progressistes du XIXe siècle, auquelles s'ajoute le « déconstructionnisme » ambiant.

.

Cette idéologie progressiste, qui, curieusement, rejoint celle du président Macron dans nombre de domaines, convient, comme LREM, à un électorat urbain plus lié aux métropoles qu'aux villes moyennes, plus éduqué et plus riche que la moyenne nationale, qui ne subit que de manière marginale les conséquences de la politique d'interdits qu'il vise à mettre en place, et croit sincèrement que les Français se passionnent pour les questions de genre ou de repentance historique. Mais la « France périphérique » n'entend pas se faire dicter ses choix par ces déracinés, pas plus dans les matières environnementales que sur d'autres d'ailleurs, subodorant qu'ils sont souvent les idiots utiles de certains lobbies, come on le voit avec les « énergies renouvelables ».

Quelles peuvent être les conséquences de ces incohérences entre la proposition politique et les attentes des citoyens

?

La première conséquence de cette coupure est bien évidemment d'éloigner les Français d'une classe politique dont ils se méfient quand ils ne la méprisent pas. On le voit ici avec la progression du taux d'abstention, qui touche maintenant l'une des deux élections, avec la présidentielle, qui était le moins concernée. Il est vrai que l'on paye aussi ici, en sus du discours coupé des réalités, l'éloignement de plus en plus grand des structures : le maire a longtemps eu une image de proximité maintenant disparue, dans les grandes villes mais encore dans les villes moyennes et jusque dans les petites communes où les intercommunalités ont conduit à affaiblir la lisibilité démocratique des structures et à dissoudre les responsabilités.

.

La deuxième conséquence et que les tensions vont continuer à s'exacerber. Sur des questions aussi essentielles que l'immigration ou la sécurité, les solutions proposées par EELV vont à rebours des attentes des Français, et dans d'autres domaines les mesures qu'ils préconisent rendent la vie insupportable à la majorité qui est pourtant sommée de les financer. Il est donc permis de douter que les victoires d'EELV, et quand bien même, encore une fois, les questions de protection de l'environnement concernent les Français, contribueront à réduire le fossé entre les « métropoles » et la « France périphérique » (Guilliy) ou entre le « bloc élitaire » et le « bloc populaire » (Sainte-Marie).

.

Les choses ne vont pas non plus s'atténuer alors que, pour gommer ce clivage entre les volontés de minorités agissantes et les attentes du peuple, Emmanuel Macron vient d'inventer le « peuple Potemkine », comme les villages du même nom, ces

constructions de carton-pâte que le ministre russe présentait à son impératrice : la Convention citoyenne pour le climat, où tout relève de l'escroquerie démocratique. Stupéfaits, sortis hébétés de la crise sanitaire, tandis que s'écroule leur économie et que disparaissent leur souveraineté et leurs libertés, **les Français sont conviés à assister, dans le décor de théâtre d'une France rêvée, aux noces des deux progressismes mondialistes, le financier et le sociétal, où le transhumanisme des uns rejoint le véganisme des autres pour faire table de leur culture et de leur histoire. Il n'est pas certain qu'ils apprécient**.

https://www.atlantico.fr/decryptage/3590777/et-si-toutes-les-propositions-de-la-convention-citoyenne-pour-le-climat-etaient-effectivement-appliquees-quel-serait-leur-impact-reel-pour-la-planete—ecologie-environnement-transition-ecologique-planete-loik-le-floch-prigent-